



La Corse est actuellement à la croisée des chemins. Les effets de la pandémie, à la fois sur l'industrie et plus particulièrement sur le tourisme, ont souligné la fragilité d'un modèle de développement principalement basé sur ce dernier.

En ces temps de pandémie et de réchauffement climatique il est temps, pour les régions et plus particulièrement pour les régions insulaires d'initier un modèle de développement plus diversifié, basé entre autre sur l'exploitation des ressources naturelles tant matérielles (agriculture entre autre), qu'industrielles (énergies par exemple) et immatérielle (recherche et développement).

Ceci conduit à la nécessité d'innover, de penser autrement, mais aussi cela va impliquer un engagement politique et aussi un effort de la société civile.

Cette interview est destinée à provoquer dans la mesure du possible une prise de conscience. Les faits sont têtus, souvent incontrôlables, acquérir la résilience nécessaire devient une nécessité. Les changements sont encore devant nous, mais pas pour longtemps et leurs impacts commencent à nous atteindre. Cela devrait à tous les niveaux de la société Corse devenir un objet de réflexion et d'action.

[Interview en page suivante ...](#)

INTERVIEW CHRONO L'INVITE HENRI DOU



**Professeur émérite
Aix-Marseille
Université**

« **La Corse pourrait
devenir un laboratoire
vivant d'application
de l'Intelligence
Economique** »

Cors'annonces : Henri Dou, vous êtes ingénieur en pétrochimie. Vous avez été directeur de recherche au CNRS et professeur en science de l'information. A ce titre vous avez développé les premiers enseignements de Veille technologique et d'Intelligence compétitive en France, au Brésil et en Indonésie. Pouvez-vous expliquer pour le néophyte ce qui se cache derrière ces mots « barbares » ?

Henri Dou : Dans un monde de plus en plus complexe où les amis d'aujourd'hui peuvent devenir les concurrents de demain, il faut acquérir les mécanismes permettant aux entreprises, aux régions, à la nation de se développer et de faire face à une concurrence exacerbée souvent méconnue par la majorité des acteurs du développement. En outre, il faut aussi résister, c'est-à-dire acquérir la résilience nécessaire pour faire face à des événements imprévisibles et non maîtrisables au niveau micro comme le changement climatique, les pandémies, les changements géopolitiques majeurs. Les différentes veilles (technologique, commerciale, géopolitique, sociale...), l'Intelligence Economique, fournissent les concepts, méthodes et outils permettant d'être le mieux armé devant l'ensemble de ces changements. Le point clé est basé sur la maîtrise des sources d'information et, à partir de l'analyse des informations sélectionnées en fonction de la vision de son propre développement, de fournir aux décideurs les avis, recommandations et expertises qui permettront la meilleure prise de décision. Cette manière de penser et d'agir nécessite une rupture avec les méthodes de classiques, elle laisse une large part à la prospective, à l'innovation, à la valorisation de ses ressources matérielles et immatérielles, en fait elle conduit à « penser out of the box ». Savoir se protéger, faciliter le développement, mettre l'entreprise, la région, dans la meilleure position possible pour se développer a conduit au concept de sécurité globale à la fois au plan actuel, mais aussi au plan prospectif : évaluer les risques, conforter la vision, être pragmatique, agir.

Cors'annonces : Vous êtes avec Alain Juillet et Philippe Clerc à l'origine de la co-création du DU d'Intelligence économique à l'Université de Corse, sous la direction de Toussaint Barboni. Quelles sont les raisons qui ont motivées cette démarche ?

Henri Dou : Ayant été à la base des premiers enseignements en français en Veille Technologique et Intelligence Compétitive et dans divers pays d'Asie et d'Amérique Latine, le Professeur Costa, directeur de l'Ecole Doctorale de l'Université Pascal Paoli m'a demandé dans quelle mesure il serait possible de développer un Diplôme d'Université en Intelligence Economique (DU IE) à l'Université de Corse. C'est le départ de l'enseignement actuel. J'ai alors associé Alain Juillet et Philippe Clerc spécialistes mondialement reconnus dans ce domaine, pour apporter leurs compétences au niveau des enseignements. C'est donc ensemble et avec la coopération du Docteur Toussaint Barboni Maître de Conférence, que le DU IE s'est

développé dans le cadre de la formation continue avec l'aide très efficace de l'ADEC. Ce qui nous conduit à nous impliquer dans cet enseignement, c'est que la Corse pourrait devenir un laboratoire vivant d'application de l'Intelligence Economique (d'où le terme Intelligence Territoriale), sa position géographique, sa forte identité culturelle, la variété de ses ressources souvent inexploitées sont autant d'atouts qu'il faut mettre en synergie pour être à la fois plus compétitif et plus autonome. En outre, l'engagement de l'ADEC de son Directeur, et de la responsable Intelligence Economique de cette Institution permet un passage rapide des enseignements à la mise en pratique puisque le DU IE a parmi ses auditeurs des membres de l'ADEC, de la Région ainsi que des professionnels et des doctorants. Il faut aussi souligner que ce qui nous engage dans ces enseignements c'est le caractère novateur de ces derniers et c'est l'expérience unique en France de l'engagement réel d'une collectivité régionale dans un processus de formation, de réflexion et de développement de méthodes et d'outils modernes pour aborder le développement de l'Ile d'une manière plus réfléchie, pragmatique et efficace.

Cors'annonces : Vous affichez de nombreuses spécialités et notamment le développement régional. L'économie Corse, vous le savez, est dominé par le secteur tertiaire. Le tourisme représente 30% environ du PIB. Diversification et compétitivité sont devenues deux maître-mots en économie afin d'éviter des écueils. Comment, selon vous, doit-on repenser l'économie corse pour les décennies à venir ?

Henri Dou : Tout d'abord constatons que les changements économiques ne se font pas en un jour. Il faut donc réfléchir à court mais aussi à moyen terme. A propos du tourisme, il faudra que la Corse « monte en gamme », cela est valable à la fois pour les hôtels, les gîtes, les campings, etc. Ce n'est pas le nombre de touristes qui est important, mais les sommes dépensées par ces derniers. Par son climat, son environnement, la Corse devrait développer les industries du bien être : Thalasso, cures spécifiques, ... sans avoir comme objectif une reconnaissance par la Sécurité Sociale. Ce secteur devient attractif surtout combiné avec des « pass spécifiques » (séjour, soins, transport) lorsque les déplacements internationaux vers des pays concurrents posent certains risques. La Corse doit mieux exploiter ses ressources agricoles : la terre est fertile, il n'y a pas de pénurie d'eau, le climat est propice. Il serait donc possible de développer une agriculture biologique à la fois pour le local, mais aussi « exportable » (l'exemple de la Sicile est à analyser) cependant il faudra régler la question de main d'œuvre qu'elle soit locale ou temporaire ainsi que les problèmes liés l'indivision. Une action devrait être entreprise

pour être moins dépendant des produits pétroliers pour la production d'électricité. Le développement des énergies renouvelables ou alternatives devrait être une priorité (industrie et particuliers) Sur le plan maritime et aérien, la situation de la Corse permettrait le développement d'un hub, resterait à trouver le ou les partenaires... ce qui entraînerait un développement industriel. Enfin, la création d'emploi va rester un problème durant une certaine période, ceci à cause d'un développement industriel forcément lent, de l'éclosion de startups à faible capacité d'emploi et de l'accroissement des diplômés de l'Université de Corse ce qui est un bien, mais qui crée une pression au niveau de l'emploi. Enfin il faut changer l'image de la Corse c'est-à-dire développer un système d'influence. Cela ne s'improvise pas c'est très éloigné de l'image touristique classique et nécessite une réflexion de « spécialistes ».

Cors'annonces : Venons-en à des questions d'ordre général. Notamment, celle de l'avenir des énergies fossiles comme le pétrole qui fait l'objet de nombreux ouvrages et débats passionnés entre spécialistes quand à sa pérennité. Ou en sommes nous des réserves d'hydrocarbure dans le monde ? Et comment doit-on se préparer, éventuellement, à l'après-pétrole ?

Henri Dou : Les collapsologues dans leur simulation on prédit un déclin de la production des énergies fossiles. Je ne pense pas que ce déclin soit dû à la pénurie de ces ressources. En effet les gisements de charbons sont encore très nombreux et les découvertes de gisements de gaz (la Turquie en mer noire) ou de pétrole sont toujours d'actualité. Il faut donc voir le déclin des énergies fossiles sous un autre angle. Quatre possibilités sont prendre en compte :
- Le coût de l'extraction qui devrait augmenter rendant cette énergie moins compétitive,
- Le changement climatique qui va, bon gré malgré conduire à s'éloigner des énergies fossiles par le développement du photovoltaïque, des centrales à panneaux concentrateurs, de la filière hydrogène, et par les progrès technologiques dans une première phase conduisant à moins utiliser de carburant (c'est la phase actuelle avec la voiture électrique par exemple)

- L'impact sur la santé en effet l'utilisation des centrales à charbon, thermiques, du diesel (transports terrestre et maritime) induisent des causes de mortalité bien plus importante que celles du Covid-19 ! Ce devrait être le cas pour la France. En effet notre contribution aux émissions mondiales de CO2 est d'environ 1%. Ainsi les efforts entrepris en France ne « pèsent pas lourds au plan mondial », mais par contre ont une répercussion importante au niveau de notre santé.

- Les progrès du nucléaire et entre autre de l'EPR. Le nucléaire est une des seules productions massives d'énergie non émettrices de CO2 permettant de faire la transition vers les énergies renouvelable.

Cors'annonces : Depuis la crise des subprime aux USA en 2008, l'économie mondiale accuse un ralentissement. Celle-ci ne survit que grâce aux injections régulières de liquidités de plus en plus massives des banques centrales vers les banques de détail. La crise sanitaire du COVID 19 a porté un coup sévère à une économie mondiale déjà en récession. Dans ce climat « morose » comment envisagez-vous à moyen terme l'avenir économique de la France et plus généralement du monde ? Et quelle solution pour en sortir ?

Henri Dou : La crise sanitaire induite par le COVID-19 a servi de révélateur et à mis en évidence à la fois la carence des appareils d'Etat et la faiblesse de la société néolibérale. Pour permettre un fonctionnement de l'économie des injections massives de capitaux ont été réalisées mais elles ne peuvent durer qu'un temps. Il faut pendant ce temps de répit agir correctement pour ne pas se trouver dans une situation encore pire. Pour cela il faut éviter plusieurs écueils :

- L'asservissement des populations par la dette (exemple de la Grèce), c'est ce que nous léguerons à nos enfants ! Trop d'emprunts c'est aller vers la facilité, mais à terme conduire à des catastrophes sociales (sauf si personne ne rembourse les emprunts, mais alors il faut en être sûr !)
- Repenser la mondialisation sur des bases différentes en évitant la recherche du moindre coût avec tous les risques majeurs que cela génère (déforestation, impact sur l'environnement, faiblesse de l'IDH (Indice de Développement Humain), etc.)
- Revenir à des productions administrées qu'elles soient industrielles ou agricoles de proximité, c'est donc mettre en place les bases d'une relocalisation réelle ! D'une production agricole et d'une distribution proche des consommateurs.

- Repenser l'organisation de l'Etat, qui ne peut plus rester centralisé. Dans la première phase du COVID-19 l'Etat a failli, ce sont les régions, les départements, les communautés de communes, les communes et les personnes individuelles qui ont pris le relais et assuré la marche du Pays. Ne pas le prendre en compte serait une erreur majeure !

En conclusion, la lutte va être dure entre ceux qui veulent continuer le « business as usual » et ceux qui pensent que le modèle de développement passé doit être profondément modifié. Pour la France la réorganisation du système de santé et la maîtrise de la sécurité joueront le rôle de test.

Cors'annonces : Le changement climatique est une réalité. Les scientifiques, pas tous, l'expliquent essentiellement par l'activité humaine liée à son industrie avec le rejet de CO2. Les nombreux accords qui ont suivi le protocole de Kyoto en 1997, en matière de baisse des émissions de CO2, n'ont-ils pas été suivis d'effets. Les pays signataires ont poursuivi leurs activités industrielles ou comme l'Allemagne qui réutilise le charbon qui génère à lui seul 20% des émissions de CO2 dans le Monde et contribue fortement à l'effet de serre. Croyez-vous encore possible à la résolution de la problématique climatique par des accords internationaux ?

Henri Dou : Tant que le monde sera régi par les dogmes de la société néolibérale la réponse sera NON. En effet, pour que ces « résolutions pieuses » soient réellement exécutées, il faudrait passer par un changement de modèle économique et nos dirigeants n'y sont absolument pas prêts. Par contre je pense que des initiatives locales peuvent conduire à des changements de modèles sociaux. Certes cela ne concerne pas la totalité de la planète, mais contribuera à l'évolution des mentalités. Actuellement, le changement climatique est en route car il y a eu suffisamment de CO2 rejeté dans l'atmosphère pour générer une augmentation de température inéluctable et majeure et d'autre part, même si on abaissait le niveau des rejets de CO2, cela contribuerait tout de même à l'augmentation de sa concentration (en effet en un premier temps les émissions seront au-delà de la capacité d'absorption de la planète). Il faut donc se préparer à subir le « predicament » c'est-à-dire à être soumis à des contraintes engendrées par le dérèglement climatique que l'on ne pourra pas maîtriser. Il est donc fort probable que les « politiques » soient amenés à réagir sous-contrairement avec tout ce que cela peut engendrer (errements, impact social des décisions, etc.). Ce sont donc les territoires les mieux préparés qui subiront le moins de dommages, cela devrait être un axe de réflexion pour la Corse.

Cors'annonces : On a parlé d'énergie fossile, de changement climatique. Les deux sont liés d'ailleurs. Mais qu'en est-il des énergies renouvelables ? Ou de l'énergie thermonucléaire contrôlée ? Ou encore de la fusion froide ? Quelles sont vos réflexions ?

Henri Dou : Il faut les replacer dans une échelle de temps court, moyen terme et le temps long qui est celui de la recherche par exemple pour la fusion. Actuellement on constate une accélération du changement climatique avec en même temps un modèle de développement économique qui demande de plus en plus d'énergie (exemple l'utilisation de l'Internet !). Or, la vitesse du développement des énergies renouvelables n'est pas assez rapide, d'où le maintien des énergies fossiles. Par contre, lorsque l'on parle d'énergies renouvelables, on constate qu'un certain nombre sont émettrices de CO2, elles renforcent donc, même si elles sont renouvelables la concentration de celui-ci. Si le réchauffement s'accélère il faut alors parler d'énergies non émettrices de CO2 : le solaire en général (photovoltaïque, panneaux concentrateurs, fours solaires, etc...) l'hydraulique, le nucléaire (entre autre l'EPR). Si on se place à ce niveau, il faut considérer le stockage (hydraulique, solaire) et donc aller vers « une civilisation de l'hydrogène » (production d'hydrogène dit « non carboné » et pile à hydrogène pour la restitution d'électricité : projet MYRTE en Corse. On constate alors que le passage vers une énergie totalement décarbonée ne peut être réalisée que par l'énergie nucléaire. En ce sens la position de l'Allemagne abandon du nucléaire et passage vers le charbon est contre-productive. Nous n'avons pas cité ici l'éolien car il est excessivement controversé, de même les batteries, car cela pose le problème du type de voitures équipées: cette solution est valable pour de petites voitures et pour la ville ; équiper un SUV avec des batteries est un non-sens. En outre la gestion de la recharge posera le problème du nombre de bornes, mais aussi d'une consommation accrue d'électricité ! ●